



## **SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON**

### **Conseil Syndical du 8 décembre 2017**

#### **Votants présents :**

Mme Sophie PIQUEMAL, Mme Cécile SAINT-MARC, M. Jacques CHAUVET, M. Jean-Jacques EROLES, M. Jean-Guy PERRIERE, M. Jean-Yves ROSAZZA, M. Jean TOUZEAU.

#### **Assistaient à la réunion :**

M. Eric COIGNAT.

#### **Président de séance :**

M. Jean TOUZEAU

#### **Secrétaire de séance :**

M. Jacques CHAUVET

#### **Assistaient également à la réunion :**

M. Alain DEVOS (1<sup>er</sup> adjoint mairie de Lanton)

Mme Jocelyne SARRAUTE (SMPBA), M. Cyril CLEMENT (Directeur du SMPBA).

- **Délibération n° : 46-2017**
- **Objet : Autorisation du Président du SMPBA à signer la convention avec le SIBA pour la maîtrise d'œuvre des opérations de dragage des ports.**

Le Conseil Syndical du SMPBA réuni ce jour, 8 décembre 2017, à La Teste de Buch, approuve à l'unanimité la présente délibération.

**SYNDICAT MIXTE des PORTS du BASSIN d'ARCACHON**  
**Conseil Syndical du 8 décembre 2017**

- **Délibération n° : 46-2017**
- **Objet : Autorisation du Président du SMPBA à signer la convention avec le SIBA pour la maîtrise d'œuvre des opérations de dragage des ports.**

Au cours des mois préfigurant la création Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon, la problématique du dragage est naturellement venue à l'ordre du jour.

De nombreux échanges avec les élus ont rapidement mis en exergue le fait que la compétence dans ce domaine du Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon constituait un atout qu'il serait pertinent d'élargir à l'échelle des ports du SMPBA.

Pour ces raisons le Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon et le Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon ont donc souhaité organiser en commun les opérations de dragage des ports au travers d'une convention.

En effet, en application des dispositions de l'article L.5111-1 du CGCT, des conventions qui ont pour objet la réalisation de prestations de services peuvent être conclues entre les syndicats mixtes et les statuts du SIBA et du SMPBA les autorisent à intervenir pour le compte de groupements de collectivités territoriales extérieures.

Ces deux structures ont décidé de conclure la présente convention de coopération ayant pour objet :

- De confier au SIBA les prestations de maîtrise d'œuvre pour le dragage des ports pour le compte du SMPBA ;
- La mise à disposition par le SMPBA au SIBA des sites de traitement et/ou de stockage de sédiments pouvant notamment être utilisés par le SIBA pour l'exercice de ses compétences pour le compte de ses membres ;
- De permettre au SIBA d'utiliser le sable issu des dragages réalisés pour le compte du SMPBA, pour son propre compte et notamment aux fins de réensablement des plages ;
- De mettre en commun les pistes de valorisation de sédiments explorées par chacun des Syndicats.

De part sa nature, cette convention vient abroger celle du 26 novembre 2012 signée entre le Président du Conseil Général de la Gironde et le Président du SIBA transférée de fait au SMPBA.

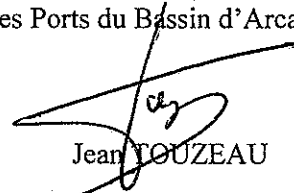
**Décision :**

Le conseil syndical du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon réuni le 8 décembre 2017 décide :

- De donner délégation au Président du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon, pour signer la convention avec le SIBA pour le dragage des ports du périmètre SMPBA ;
- De donner mandat au Président pour signer tous documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente décision.

Fait et délibéré à La Teste de Buch, le 8 décembre 2017,

Le Président du Syndicat Mixte  
des Ports du Bassin d'Arcachon



Jean TOUZEAU



**CONVENTION DE COOPERATION CONCLUE  
ENTRE LE SYNDICAT INTERCOMMUNAL DU  
BASSIN D'ARCACHON (SIBA)  
ET LE SYNDICAT MIXTE DES PORTS DU  
BASSIN D'ARCACHON (SMPBA)  
EN VUE DES OPERATIONS DE DRAGAGE  
DES PORTS**

---

Entre

Le Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon, dont le siège social se situe Domaine de Certes à Audenge, représenté par son Président, Monsieur Jean TOUZEAU, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération n°2017/46 du Comité Syndical, en date du 8 décembre 2017 (**Pièce 1**)

Ci-après dénommé « SMPBA »,

d'une part,

Et

Le Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon (SIBA), dont le siège social est situé 16, allée Corrigan, CS 40 002 33 311 Arcachon Cedex, représenté par son Président, Monsieur Michel Sammarcelli, dûment habilité à l'effet des présentes par délibération n°2017/... du Comité Syndical, en date du 7 décembre 2017 (**Pièce 2**)

Ci-après dénommé « SIBA »,

d'autre part,

---

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment l'article L.5111-1,*

*Vu l'article 12 de la directive 2014/24/UE du Parlement Européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE ;*

*Vu l'article 18 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et l'article 17 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession*

*Vu la jurisprudence rendue par la Cour de Justice de l'Union Européenne en matière de coopération conventionnelle entre personnes publiques (CJUE, 9 juin 2009, Commission c. Allemagne, n°C-480/06 et CJUE, 19 décembre 2012, Azienda Sanitaria Locale di Lecce, n°C-159/11, CJUE, 13 juin 2013, affaire n° C-386/11),*

*Vu l'arrêt rendu par le Conseil d'Etat le 3 février 2012, Commune de Veyrier-du-Lac et Communauté d'agglomération d'Annecy, n°353737*

*Vu le schéma directeur départemental pour le traitement des vases portuaires en Gironde arrêté en 2006*

*Vu les statuts du SIBA modifiés par arrêté du 29 mai 2017 et le projet de modification adopté par délibération du Comité syndical du 16 octobre 2017*

*Vu les statuts du SMPBA établis par arrêté du 11 juillet 2017*

## PREAMBULE

*Considérant que les ports du Bassin d'Arcachon sont soumis à un envasement régulier ; pour lutter contre cet envasement et pour offrir de bonnes conditions de navigation, des opérations de dragage sont couramment réalisées ;*

*Considérant que depuis la loi n°83-8 du 7 janvier 1986 portant répartition des compétences entre les communes, les départements et les régions et l'arrêté préfectoral du 9 janvier 1984 portant transfert au département de la Gironde des ports non affectés exclusivement à la plaisance, le Département de la Gironde agit en tant que concédant du domaine public maritime et gestionnaire des ports dont il a la charge et qu'à ce titre, il a pour obligation le maintien de l'état de navigation des darses portuaires ;*

*Considérant que suite à la loi du 7 août 2015, la loi portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), les ports des communes de La Teste de Buch, Gujan-Mestras (excepté le port de La Hume), Lanton, Andernos-les-Bains et Arès passent sous gestion du Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon ;*

*Considérant que le Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon (SIBA), syndicat mixte composé de communes et de leurs groupements, a reçu compétence en matière de dragage en conséquence de l'arrêté préfectoral du 6 juin 2002 et, qu'à ce titre, il est autorisé à draguer les ports, chenaux d'accès aux ports et aux rivages, ainsi qu'au réensablement des plages.*

*Considérant que le Département de la Gironde, le SIBA, ainsi que l'EPIC d'Arcachon, se sont dotés en 2006 d'un schéma directeur de traitement des vases portuaires (SDTVP) fixant, entre autres, les objectifs environnementaux et techniques des opérations de dragage dans le Bassin d'Arcachon, conditionnant le type de matériel utilisable pour ces opérations ;*

*Considérant que pour ces raisons le Syndicat Mixte des Ports du Bassin d'Arcachon et le Syndicat Intercommunal du Bassin d'Arcachon souhaitent organiser en commun les opérations de dragage des ports au travers d'une convention.*

*Considérant qu'en application des dispositions de l'article L.5111-1 du CGCT, des conventions qui ont pour objet la réalisation de prestations de services peuvent être conclues entre les syndicats mixtes.*

*Considérant que tant les statuts du SIBA que ceux du SMPBA les autorisent à intervenir pour le compte de groupements de collectivités territoriales extérieures.*

*Considérant que la présente convention de coopération conclue sur ces fondements, n'entraîne pas un transfert de compétence mais une coopération réciproque entre ces deux Syndicats afin de réaliser en commun des opérations de dragage des ports relevant de leurs compétences respectives.*

*Considérant que la présente convention de coopération n'obéissant qu'à des considérations d'intérêt général répond aux conditions fixées par la jurisprudence communautaire et nationale en matière de coopération entre personnes publiques (CJUE, 13 novembre 2008, Coditel Brabant SA, aff. C324/07 ; CAA Paris 30 juin 2009, Ville de Paris, n°07PA02380 et « Landkreise-Ville de Hambourg » ; CJUE, 9 juin 2009, commission c/ RFA, C-480/06 ; CE, 3 février 2012, CdA d'Annecy et Commune de Veyrier du lac, n° 353737 ; CJUE, 19 décembre 2012, ASL, aff. C-159/11 ; CJUE, 13 juin 2013, aff. C-386/11), ainsi que par l'article 18 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics transposant la directive 2014/24/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur la passation des marchés publics et abrogeant la directive 2004/18/CE et l'article 17 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux contrats de concession transposant la directive 2014/23/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 sur l'attribution de contrats de concession, et peut ainsi être passée sans mise en concurrence ni publicité préalable ;*



*Le Trésorier a émis un avis favorable ;*

*Il convient donc de fixer les modalités de la convention par laquelle ces Syndicats entendent réaliser en commun des opérations de dragage des ports relevant de leurs compétences respectives.*

.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit,

## SOMMAIRE

CHAPITRE 1	CLAUSES GENERALES .....	6
1.1	Objet de la convention .....	6
1.2	Durée .....	6
1.3	Comité de suivi .....	6
CHAPITRE 2	PERIMETRE ET MISSIONS.....	7
2.1	Périmètre .....	7
2.2	Missions .....	7
2.2.1	Phase 0 : Stratégie de dragage .....	7
2.2.2	Phase 1 : Etudes préalables .....	7
2.2.3	Phase 2 : définition des travaux.....	7
2.2.4	Phase 3 : dossiers administratifs .....	8
2.2.5	Phase 4 : Maitrise d'œuvre .....	8
2.2.6	Phase 5 : Gestion des sédiments de dragage.....	9
CHAPITRE 3	MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION ET OBLIGATIONS RECIPROQUES 9	
CHAPITRE 4	CLAUSES FINANCIERES .....	10
CHAPITRE 5	DENONCIATION - LITIGES .....	11

## CHAPITRE 1 CLAUSES GENERALES

### 1.1 OBJET DE LA CONVENTION

Afin de réaliser en commun les opérations de dragage relevant de leurs compétences réciproques, le SMPBA (au titre de sa compétence relative à l'exécution des missions de gestion portuaire, d'aménagement, d'entretien et de maintenance, de police portuaire et de dragage) et le SIBA (au titre de sa compétence en matière de travaux maritimes incluant le dragage des chenaux, le réensablement des plages, et le désenvasement des ports), les parties ont décidé de conclure la présente convention de coopération ayant pour objet :

- De confier au SIBA les prestations de maîtrise d'œuvre pour le dragage des ports pour le compte du SMPBA ;
- La mise à disposition par le SMPBA au SIBA des sites de traitement et/ou de stockage de sédiments pouvant notamment être utilisés par le SIBA pour l'exercice de ses compétences pour le compte de ses membres ;
- De permettre au SIBA d'utiliser le sable issu des dragages réalisés pour le compte du SMPBA, pour son propre compte et notamment aux fins de réensablement des plages ;
- De mettre en commun les pistes de valorisation de sédiments explorées par chacun des Syndicats.

### 1.2 DUREE

La présente convention de coopération prend effet à partir de la date de sa dernière signature par les deux parties, **jusqu'au 31 décembre 2020**. Elle est renouvelable, par reconduction expresse, pour une durée de 3 ans, sur demande d'une des parties deux mois au moins avant la fin de la présente convention, et acceptée par l'autre partie.

Elle pourra être modifiée par avenant, accepté par les deux parties, ou dénoncée dans les conditions prévues au CHAPITRE 5.

### 1.3 COMITE DE SUIVI

Un comité de suivi composé des directeurs du SMPBA et du SIBA se réunira tous les trimestres afin de :

- Prévoir la programmation
- Faire le point des dossiers en cours,
- Caler les orientations budgétaires et leurs exécutions
- Traiter tous les dossiers objets de la présente convention.
- Assurer le suivi de la présente convention.



## CHAPITRE 2 PERIMETRE ET MISSIONS

### 2.1 PERIMETRE

La présente convention concerne la limite administrative des 14 ports présentés ci-dessous sauf accord particulier sur des opérations à conduire ensemble sur les chenaux.

- le port ostréicole de la Teste de Buch,
- le port du Rocher,
- le port de Meyran,
- le port de Gujan,
- le port de Larros,
- le port de Canal
- le port de la Barbotière
- le port de la Molle,
- le port de Cassy,
- le port « Vieux Port » de Taussat,
- le port de Fontainevieille,
- le port du Betey,
- le port ostréicole d'Andernos les Bains,
- le port d'Arès

### 2.2 MISSIONS

#### 2.2.1 PHASE 0 : STRATEGIE DE DRAGAGE

Le SIBA prévoit de mettre au point et de partager une stratégie de dragage qui définira les grandes lignes de programmation des travaux de dragage des ports et chenaux à l'échelle du Bassin d'Arcachon.

Sur cette base, chaque dossier pourra être décliné plus précisément selon les phases suivantes.

#### 2.2.2 PHASE 1 : ETUDES PREALABLES

Le SIBA réalisera les études préalables à la définition des travaux de dragage selon les contraintes règlementaires et locales à savoir :

- Sondage bathymétriques et topographiques,
- Prélèvements et analyse de sédiments,
- Etude Faune/flore ...,

#### 2.2.3 PHASE 2 : DEFINITION DES TRAVAUX

Le SIBA réalisera un dossier technique qui comprendra :

- les différents scénarii de dragage,
- les différentes techniques de dragage possibles,
- la gestion des sédiments de dragage,
- les plannings prévisionnels des phases 3 et 4 correspondant aux différentes propositions,
- une fiche qui synthétisera l'avancée du dossier ainsi que ces points d'arrêts,
- estimation financière (incluent la valeur de MO évaluée à hauteur de 10% du montant estimé des travaux).

**Point d'arrêt :** Le choix final sera validé par le SMPBA

#### **2.2.4 PHASE 3 : DOSSIERS ADMINISTRATIFS**

Le SIBA réalisera les dossiers règlementaires nécessaires pour la réalisation des travaux conformément à la réglementation en vigueur.

#### **2.2.5 PHASE 4 : MAITRISE D'ŒUVRE**

- Cas de travaux externalisés par le SIBA

Le SIBA rédigera le Dossier de Consultation des Entreprises(DCE) et le soumettra au SMPBA pour validation.

**Point d'arrêt :** Le règlement de la consultation sera validé par le SMPBA.

Le SMPBA mettra en consultation et le SIBA réalisera l'analyse des offres.

**Point d'arrêt :** Le choix de l'entreprise sera effectué par le SMPBA sur proposition du SIBA.

Le SIBA réalisera le suivi technique et administratif du marché.

Le SMPBA pourra assister aux réunions de chantier notamment en cas de besoin identifié par le SIBA.

Le SIBA rédigera un bilan des travaux réalisés incluant le sondage bathymétrique et topographique général après travaux.

- Cas de travaux réalisés en régie par le SIBA

Le SIBA réalisera :

- un dossier technique pour présenter sa méthode d'intervention.
- le suivi des travaux.
- le sondage bathymétrique et topographique général après travaux.
- un dossier de bilan des travaux réalisés.

Le SMPBA pourra demander des points d'étape.

## **2.2.6 PHASE 5 : GESTION DES SEDIMENTS DE DRAGAGE**

Les sédiments restent la propriété du gestionnaire du port dont ils ont été extraits.

L'ensemble des sites de stockage et de décantation des sédiments de dragage pourront être mobilisés en fonction de la localisation des travaux.

La gestion des sédiments de dragage sera décrite lors de la phase 2 car elle dépend de l'origine des sédiments, du site de stockage, de la nature des sédiments et des pistes de valorisations mobilisables.

La gestion et la valorisation des sédiments de dragage reste sous la compétence du gestionnaire du port d'origine qui devra adapter sa planification de dragage en conséquence.

## **CHAPITRE 3 MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION ET OBLIGATIONS RECIPROQUES**

### **3.1 – MODALITES D'EXECUTION DE LA CONVENTION**

Pendant la durée de la présente convention, chacune des parties bénéficiant de la prestation de coopération devra être étroitement concertée et associée à l'exécution des prestations réalisées.

Elle devra notamment être informée selon une périodicité trimestrielle de l'évolution des dépenses et des recettes.

Elle devra être destinataire des copies de tous les documents juridiques et financiers relatifs à la réalisation des prestations de coopération (délibérations, contrats, avenants et autres documents juridiques).

### **3.2 – OBLIGATIONS RECIPROQUES ET MISE EN COMMUN DE MOYENS**

#### **3.2.1 Obligations du SIBA**

Le SIBA réalisera pour le compte du SMPBA les prestations de maîtrise d'œuvre pour le dragage des ports dans les conditions définies au chapitre 2 de la présente convention.

Le SIBA mettra en commun avec le SMPBA les pistes de valorisation de sédiments qu'il aura explorées.

#### **3.2.2 Obligations du SMPBA**

Le SMPBA s'engage à mettre à la disposition du SIBA, à titre gratuit, à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention, ses sites de traitement et/ou de stockage de sédiments qui pourront notamment être utilisés par le SIBA pour l'exercice de ses compétences.

Le SMPBA autorisera le SIBA à utiliser le sable issu des dragages réalisés par ce-dernier pour le compte du SMPBA, pour son propre compte et notamment aux fins de réensablement des plages ;

Le SMPBA mettra en commun avec le SIBA les pistes de valorisation de sédiments qu'il aura explorées.

## CHAPITRE 4 CLAUSES FINANCIERES

Les parties ne perçoivent aucune rémunération au titre de l'exécution de la présente convention. Elles ne bénéficient que du remboursement des frais de fonctionnement et d'investissement qu'elles ont engagé au titre des prestations de coopération réalisées pour le compte de l'autre partie.

### Pour les phases 1 à 3 :

Le SIBA présentera des devis au SMPBA pour la réalisation des Phases 1 à 3.

Ces devis seront établis uniquement sur la base des frais, coûts et charges (de personnel, les fournitures, les flux, etc...) résultant des prestations de coopération projetées et supportées par le SIBA. Il s'agira seulement d'un remboursement des seuls frais financiers résultant strictement de la compensation des charges de fonctionnement liées à la réalisation des prestations de coopération.

Après validation des devis par le SMPBA, les prestations seront engagées par le SIBA puis remboursées à celui-ci par le SMPBA, sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses de fonctionnement engagées par le SIBA liées à la réalisation des prestations de coopération. Une copie des factures acquittées et du décompte des dépenses sera produite par le SIBA sur demande du SMPBA.

### Pour la phase 4 :

- Cas de travaux externalisés par le SIBA :

Le paiement des entreprises titulaires des travaux sera réalisé par le SMPBA.

Le SIBA bénéficiera du remboursement des frais, coûts et charges (de personnel, les fournitures, les flux, etc...) qu'il aura engagé au titre de la prestation de coopération de maîtrise d'œuvre réalisée.

Le SMPBA procédera au remboursement des dépenses ainsi définies effectuées par le SIBA sur la base d'un décompte des dépenses et des factures acquittées par ce dernier.

- Cas de travaux réalisés en régie par le SIBA

Le SIBA présentera des devis au SMPBA pour la réalisation de la phase 4.

Ces devis seront établis uniquement sur la base des frais, coûts et charges (de personnel, les fournitures, les flux, etc...) résultant des prestations de coopération projetées et supportées par le SIBA. Il s'agira seulement d'un remboursement des seuls frais financiers résultant strictement de la compensation des charges de fonctionnement et d'investissement liées à la réalisation des prestations de coopération.

Après validation des devis par le SMPBA, les prestations seront engagées par le SIBA puis remboursées à celui-ci par le SMPBA, sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses d'investissement et de fonctionnement engagées par le SIBA liées à la réalisation des prestations de coopération. Une copie des factures acquittées et du décompte des dépenses sera produite par le SIBA sur demande du SMPBA.

### Pour la phase 5 :

Au cas par cas, la gestion des sédiments et les opérations de valorisations pourront être déployées par l'une ou l'autre des parties et prises en charge par le propriétaire du sédiment.

## CHAPITRE 5 DENONCIATION - LITIGES

La convention pourra être dénoncée par l'une ou l'autre des parties, suite à une délibération de son assemblée ou de son organe délibérant notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'autre partie.

Cette dénonciation ne prendra effet que 6 mois après sa notification.

**Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.**

**Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront à une mission de médiation conformément aux dispositions de l'article L.213-5 du Code de justice administrative.**

**Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant le Tribunal Administratif de Bordeaux.**

Fait à Bordeaux, le

Pour le SMPBA,

Pour le SIBA,

Jean TOUZEAU

Michel SAMMARCELLI

Président du  
SYNDICAT MIXTE DES PORTS  
DU BASSIN D'ARCACHON

Président du  
SYNDICAT INTERCOMMUNAL  
DU BASSIN D'ARCACHON

Maire de LORMONT

Maire de LÈGE-CAP FERRET





## LISTE DES PIECES JOINTES

- Pièce n°1** Délibération du Comité Syndical du SMPBA en date du 8 décembre 2017
- Pièce n°2** Délibération du Comité Syndical du SIBA en date du 7 décembre 2017

Envoyé en préfecture le 12/12/2017

Reçu en préfecture le 12/12/2017

Affiché le



ID : 033-200075992-20171208-46\_2017-DE